LE FIL ROUGE de l'image

ÉDITORIAL

Les oubliés de la rentrée

par Nicolas Delesque, secrétaire général de l'afev

DK

La rentrée est un moment de la vie publique assez remarquable. C'est le moment des bonnes résolutions,

des relances de telle ou telle action... Bombardés de photons, la tête pleine de souvenirs et de belles images, nous sommes en pleine forme. Télé, radios, journaux nous convient à cette grande fête de l'énergie retrouvée. La rentrée sera chaude, constructive, calme ou bien encore combative et énergique, on oublie surtout qu'elle sera diverse. Diverse déjà parce que pour certains il n'y a pas de rentrée, la recherche d'emploi avant, la recherche d'emploi après. Après quoi d'ailleurs ? les vacances ? Un enfant sur quatre ne part pas en vacances et pour eux, la rentrée, c'est le début de l'école. Certes, on retrouve les copains, mais il n'y a pas beaucoup de souvenirs à raconter en classe. Et si la rentrée n'existait pas ? Si elle n'était qu'une construction virtuelle, un de

ces moments nécessaires, de grande communion nationale. Un rite initiatique qui nous fait sentir que nous appartenons à la même communauté. Nous avons tous des choses communes à partager, que nous vivions ce moment comme la fin des vacances, ou au contraire comme le début de quelque chose.

Et pourtant, même de cela, certains sont exclus : pas de souvenirs, pas de photos, pas d'échanges avec les copains et les copines. Une exclusion pas uniquement matérielle, déjà en soi intolérable, mais aussi vécue comme une mise de côté, une mise à l'écart. Demandez aux enseignants comment ils ont dû renoncer, dans certains quartiers, à parler des vacances dans les premières heures de classe. L'absence de départ est vécue comme une tare par les enfants eux-mêmes. Ils en arrivent à la dissimuler derrière des souvenirs fabriqués de toute pièce à partir des images cathodiques. Ce qui est le résultat d'un problème social et économique devient alors un sentiment d'échec personnel, voire de culpabilité. Plus

généralement, nous devons nous demander comment ces temps symboliques de rassemblement d'une société sont aujourd'hui devenus des temps d'exclusion, ou en tout cas de séparation entre ceux qui y accèdent et les autres.

Phénomène d'autant plus grave qu'il s'est construit sur un droit acquis par nos aînés que sont les congés payés. On pourrait d'ailleurs faire un parallèle avec les travaux de François Dubet sur l'école quand il parle des « vaincus du système scolaire ». Comment nous avons, peut-être un peu vite, mis un signe égal entre les droits acquis - l'école pour tous, les congés payés - et les droits réels, oubliant un peu vite l'accession à ces droits. Oubli fâcheux qui nous met aujourd'hui dans une situation où un certain nombre d'acquis se retournent contre les plus démunis. La question qui se pose à nous n'est pas de les remettre en cause, mais de retrouver l'énergie et la générosité qui ont fait qu'ils existent. Cela tombe bien, de l'énergie, nous en avons à revendre : c'est la rentrée !

L'Association de la fondation étudiante pour la ville (afev), association d'éducation populaire créée en 1991, lutte contre les inégalités et agit dans les quartiers en mobilisant des étudiants bénévoles. Accompagnement à la scolarité, insertion sociale et professionnelle, promotion de la santé : l'afev en 2005, ce sont 5 000 volontaires, accompagnant 8 000 enfants, adolescents et jeunes en difficulté dans toute la France, en partenariat avec des collectivités territoriales, des équipes pédagogiques, des universités, des associations de quartier... Aujourd'hui, la recherche de nouveaux espaces d'engagement et de nouveaux programmes ou la reconnaissance du bénévolat par les universités sont autant d'éléments de promotion, de reconnaissance et de généralisation du volontariat étudiant de solidarité.

p. 2

ACTUALITÉS

Interview. Azouz Begag, ministre délégué à la promotion de l'égalité des chances.

Zoom. L'année des 16-25 à l'afev.

p. 3 à 5

DOSSIER : LES ENFANTS NOUVELLEMENT ARRIVÉS EN FRANCE

État des lieux.

Interview. Olivier Rousselle, directeur du FASILD.

Reportage. Les enfants réfugiés de Slovaquie.

Action. Le réseau ESF et les jeunes sans papiers.

Reportage. À Nantes, l'exposition "Un autre regard".

p. 6 et 7

UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE L'ENGAGEMENT

Reportage. Quatre jours de rencontres et de débats autour de l'engagement solidaire des jeunes.

Rencontre avec Jean Viard, sociologue.

Lancement d'un réseau européen de jeunes volontaires.

p. 8

ESPACE ÉTUDIANTS

Être utile contre les inégalités.

DOSSIER

Les enfants nouvellement arrivés en France

Des milliers d'enfants migrants arrivent chaque année en France et portent en eux le rêve d'un accès à une "modernité" dans laquelle l'école occupe une place centrale.

La France a fait le choix d'inscrire le droit de tout enfant français ou étranger à une formation scolaire dans le code de l'Éducation, quelle que soit la situation de ses parents au regard des règles de séjour.

L'école apparaît dès lors comme un refuge et un formidable outil d'intégration. À partir des années 70, elle se mobilise pour faciliter l'insertion de ces enfants précipités dans un cadre très différent (langue, rapport à l'institution scolaire et aux savoirs) et qui doivent rapidement s'adapter.

Si elle est reconnue comme le principal levier d'intégration, l'École ne peut plus assumer cette mission seule. Cela, l'afev l'a compris dès 2001 où se sont mis en place à Toulouse les premiers accompagnements à la scolarité d'enfants nouvellement arrivés. Aujourd'hui, ce dispositif concerne 250 étudiants et 320 enfants et nous souhaitons encore développer ce projet qui nous tient à cœur. Car c'est bien notre responsabilité, à nous, société d'accueil, de nous mobiliser afin d'être vraiment accueillants et de nous montrer à la hauteur des attentes et des espoirs portés par ces enfants.

En bref

Pacte européen pour la jeunesse

La Commission européenne lance une grande consultation auprès de tous les jeunes Européens : "Jeunes en Europe : promouvoir la citoyenneté active et mettre en œuvre le Pacte européen de la jeunesse" dans le cadre de la préparation de la Semaine européenne de la jeunesse qui se tiendra du 5 au 11 décembre 2005 dans tous les pays de l'Union. Ce questionnaire comprend des questions relatives au volontariat des jeunes.

Les résultats de la consultation seront publiés sur le portail européen de la jeunesse et communiqués aux autorités nationales en décembre 2005.

http://europa.eu.int/youth/index_fr.html (questionnaire en ligne jusqu'au 15 octobre 2005).

Ouverture de nouvelles antennes de l'afev

À Chambéry. Contact : Julia Sorin, tél : 04 37 28 98 43, e-mail : julia.sorin@afev.org

À Cergy-Pontoise. Contact : Michel Nung, tél : 01 34 11 12 02, e-mail : michel.nung@afev.org

À Marseille. Contact : Jérôme Sturla, tél : 04 37 28 98 43, e-mail : jerome.sturla@afev.org

Opération "on aime, on aide" de la Fnac

À l'occasion des fêtes de fin d'année et dans le cadre de son engagement dans la prévention de l'illettrisme, la Fnac sort un 3 titres "on aime, on aide" dont les bénéfices seront reversés pour partie à l'afev. Le nom de l'interprète sera dévoilé en décembre.

Journées Mondiales des Jeunes Solidaires – 3^e édition du 1^{er} au 16 avril 2006

Pour la 3^e année consécutive, les Journées Mondiales des Jeunes Solidaires mettront en lumière l'engagement des jeunes dans des actions de solidarité. Pendant la 1^{re} quinzaine d'avril seront déclinés à travers toute la France bodegas associatives, débats citoyens, actions solidaires et concerts avec cinq journées phares : le 1^{er} avril à Paris, le 5 avril à Lille, le 6 avril à Lyon, le 8 avril à Nantes et les 11 et 12 avril à Toulouse.

www.jeunes-solidaires.org

Opération carte de vœux pour soutenir l'afev

La fondation Fnac Eveil et Jeux lance une grande campagne nationale de vente de cartes de vœux pour soutenir l'afev. Les sommes récoltées contribueront au lancement d'un nouveau programme d'accompagnement vers la lecture. Ce programme vise les enfants de dernière année de maternelle et entend stimuler le goût du langage, et faciliter l'entrée dans l'apprentissage de la lecture.

Fnac éveil et jeux offre, à travers plusieurs catalogues et dans ses magasins, une sélection de jeux et jouets, livres et produits multimédia, articles de puériculture et décoration destinés aux enfants de 0 à 12 ans

www.FondationFnacEveilJeux.org

L'afev membre du CNAJEP

L'afev est devenue membre du CNAJEP (Comité pour les relations Nationales et internationales des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire) en juin 2005.

Octobre 2005 : sortie du film "Génération Solidaire !"

Du 3 au 17 avril 2005, 88 jeunes volontaires internationaux issus de 48 pays différents parcourent la France pour célébrer la jeunesse solidaire. De Paris à Lyon, de Lille à Toulouse, de Rennes à Bordeaux, en passant par Nantes, Béthune et Avignon, le World Tour fait parler de lui en créant des temps d'échanges et de rencontres autour de l'engagement et du volontariat.

Contact : elise.renaudin@afev.org

PETITES ANNONCES

• Pour illustrer les prochains reportages de *Volontaires*, nous recherchons un **photographe** et un **dessinateur bénévoles**. Contact : Elise Renaudin 01 40 36 01 01 / elise.renaudin@afev.org

• L'afev recherche pour son siège national des **stagiaires** afin de participer à la réalisation et à la communication de ses événements nationaux. Contact : Gilles Pellegrin 01 40 36 01 01 / gilles.pellegrin@afev.org

• Pour son site Internet www.afev.org, l'afev recherche un **traducteur bénévole** français-anglais. Contact : Elise Renaudin 01 40 36 01 01 / elise.renaudin@afev.org

INTERVIEW : AZOUZ BEGAG, MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

« Enterrer la notion d'intégration »

Votre rapport « La République à ciel ouvert », remis en décembre 2004 à Dominique de Villepin, alors ministre de l'Intérieur, propose d'officialiser « l'enterrement de la notion d'intégration et l'engagement pour la promotion de l'égalité des chances ». Concrètement, quels sont vos projets ?

Il n'est pas possible de continuer à parler d'intégration, alors que les gens sont nés en France. On ne va pas intégrer jusqu'en 2050 !!! La création du ministère à la promotion de l'égalité des chances et ma nomination comme ministre délégué par le Premier ministre me donne l'occasion de travailler à des mesures concernant l'égalité des chances, notamment à l'école, avec des dispositifs pour éviter les discriminations lors des stages obligatoires : c'est l'opération « Un stage pour tous ». L'opération « Collège ciblé » est une expérience pour aider des collèves repoussoirs à devenir attracteurs. Je travaille aussi en direction des entreprises pour y encourager un recrutement et une promotion interne plus diversifiés, de même que dans les médias et la fonction publique, et j'agis avec de nombreux acteurs de la société civile, afin de promouvoir l'accès aux savoirs fondamentaux.

5 000 étudiants bénévoles de l'afev agissent auprès de 8 000 enfants et jeunes issus des quartiers en difficulté. Quelle contribution cette forme d'engagement peut-elle apporter dans la promotion de l'égalité des chances ?

Je crois beaucoup, et je soutiens avec toute mon énergie ce genre d'action. Aujourd'hui, il est essentiel de pouvoir décloisonner tous les efforts et toutes les volontés, en faveur de la reconstruction du lien social. Les étudiants de l'afev apportent à ceux qu'ils aident les capacités fondamentales pour réussir leur vie, en particulier en accédant à l'écrit, et à ce « tapis magique » qu'est le livre. Ces initiatives sont essentielles au rétablissement d'une égalité des chances de fait.

Quels seraient vos projets concernant l'accès des jeunes issus des milieux défavorisés aux études supérieures et plus spécifiquement aux grandes écoles ?

Les jeunes « oubliés de l'égalité des chances » ne savent même pas qu'il leur est possible à eux aussi de faire des études longues. Pour changer ces systèmes de représentations, ces cartographies mentales trop restreintes, je vais travailler avec la Conférence des présidents d'université, et avec la Conférence des présidents des grandes écoles. Je vais encourager toutes les initiatives, comme celles de Sciences-po Paris, ou de l'ESSEC, ou de l'INSA de Lyon, de l'INT, et autres, pour qu'elles aillent vers les lycées en difficulté. Les parrainages, les conventions, et autres systèmes à inventer, permettent de créer de nouvelles dynamiques, et cette fois de réussite, dans les quartiers.

INITIATIVE

Mission 16-25

Par Anne Korobelnik, présidente de l'afev

L'afev fait de l'accompagnement des 16-25 ans l'une de ses priorités de l'année.

« La jeunesse est une ressource pour la société et non un problème », affirmons-nous avec conviction. Mais parce qu'elle doit être considérée comme telle, nous nous devons de nous arrêter un moment sur les difficultés que rencontrent la plupart des jeunes aujourd'hui à l'heure de l'entrée dans leur vie professionnelle.

Deux préalables tout d'abord. D'une part, longtemps une frange de la jeunesse a été stigmatisée comme posant problème à la société en refusant le système scolaire ou une insertion professionnelle ordinaire. Depuis quelques années, nul ne peut nier que c'est l'ensemble d'une classe d'âge qui est touchée ou susceptible de l'être, créant un sentiment d'inquiétude dès le plus jeune âge. D'autre part, la question de l'insertion est souvent posée en termes scolaires et professionnels. Si nous savons combien ces facteurs sont indispensables à la réussite du projet de vie de chaque individu, nous défendons aussi le fait que son épanouissement, en particulier lorsqu'il est dans un processus de développement, est favorisé par l'acquisition de compétences transversales, qu'elles soient culturelles, sportives, citoyennes, etc.

C'est parce qu'il nous semble que ces difficultés peuvent être surmontées quel que soient l'âge, la situation ou le parcours d'un individu, que nous avons depuis longtemps développé des actions auprès des 16-25 ans. À la demande de partenaires, d'acteurs rencontrés au fil du temps ou d'étudiants bénévoles qui souhaitaient aller plus loin, nous avons peu à peu mis en œuvre un dispositif spécifique et varié auprès de ce public. En partant de notre expérience de l'accompagnement à la scolarité et en nous appuyant sur les besoins exprimés par les professionnels de ce domaine, nous avons expérimenté différents types d'intervention :

- un accompagnement individuel hebdomadaire : en fonc-

tion du parcours prédéfini avec le partenaire, l'étudiant s'attache à aider un jeune dans la mise en place d'une méthodologie adaptée de recherche d'insertion ; il l'accompagne dans ses démarches, tant administratives que professionnelles, il lui apporte une aide à la matière en vue d'une entrée en formation, un appui pratique pour l'apprentissage du français...

- un accompagnement collectif dans le cadre d'ateliers de recherche d'emploi : les étudiants volontaires de l'afev participent à l'accueil des jeunes et les accompagnent dans l'utilisation d'outils tels qu'Internet, les aident pour établir un CV...

- une aide au montage de projet dans différents cadres institutionnels.

Nos projets sont toujours construits en lien avec des professionnels, qu'ils soient de l'Éducation nationale (Mission générale d'insertion, lycées professionnels) ou de structures qui sont en charge du suivi de jeunes (mission locale, Protection judiciaire de la jeunesse). Ils en fixent les objectifs et les modalités, en complémentarité avec leur action habituelle.

Une attention toute particulière est portée à la place et au rôle de l'étudiant bénévole - ni professionnel, ni parent. Selon les besoins et en fonction du jeune, le bénévole dispose, dans le cadre défini à l'avance, d'une totale liberté d'action pour mener son accompagnement.

À l'heure de la rentrée universitaire, nous souhaitons que l'année qui démarre voie l'essor qualitatif et quantitatif de ce type d'actions ; elles nous semblent en effet indispensables, en ce qu'elles participent de l'insertion d'une frange entière de la population dans la société. La démarche n'est pas facile car, pas plus que pour la réussite scolaire, il n'y a pas de miracle ou de baguette magique. Mais tous les acteurs, professionnels ou bénévoles, nous font part de l'apport de cette relation qui donne confiance pour construire un avenir plus serein.

INITIATIVE

Accompagner par le regard

Par Mathias Bocabeille

À la frontière de l'accompagnement scolaire et de l'art, enfants nouvellement arrivés en France, étudiants et bénévoles font changer la représentation que les Nantais ont de leur ville. L'exposition « Un autre regard », qui a reçu le prix initiative Ville de Nantes 2003, voyage depuis plus d'un an à travers la région.

Forum réfugiés

EXPOSITION PHOTO LORS DE LA JOURNÉE MONDIALE DU RÉFUGIÉ DANS UN CENTRE D'HÉBERGEMENT DE FORUM RÉFUGIÉS.

« En Turquie, on ne met pas les statues sur les maisons et les maisons ne sont pas en pierre », s'exclame Sahin du haut de ses 14 ans. Comme une quinzaine d'autres jeunes nouvellement arrivés en France, Sahin a été invité par l'afev Pays de la Loire à photographier la ville avec son propre regard. Le résultat est saisissant. 54 clichés légendés mettent en évidence la vision inédite et décalée que chacun d'entre nous développe parfois à son insu, en particulier dans un environnement nouveau ou

inconnu. Comme Ousmane de Guinée, fasciné par le bois utilisé pour les constructions, ou Shaiman la Tchétchène, qui ne comprend pas « le tramway qui roule dans l'herbe et les panneaux qui disent aux gens ce qu'ils doivent faire ». L'exposition donne matière à réflexion sur l'intégration et le relativisme culturel. L'effet repose souvent sur un détail ou une pratique, des clés qui facilitent la compréhension du territoire dans lequel on évolue.

« Impliquer différemment » est l'ambi-

tion affichée par Aspasia, Caro et Emilie, trois étudiantes bénévoles de l'afev qui ont élaboré et accompagné le projet « Un autre regard » en partenariat avec le collège du Breil (44) et l'association des étudiants étrangers Autour du Monde. En compagnie de l'instituteur de la classe d'accueil, elles ont encadré les collégiens avec le soutien d'une vingtaine d'étudiants venus des quatre coins de la planète, impliqués et enthousiastes à l'idée de servir de « guides » aux plus jeunes. Armés d'appareils jetables et numériques, ils ont mitraillé la ville en mai 2004. « Nous avions peur que les clichés soient les mêmes, relève l'équipe organisatrice. Et nous avons été fortement surpris car tous les participants ont pris des photos avec leur sensibilité, preuve de la compréhension par tous de l'enjeu ».

Le projet montre que l'accompagnement à la scolarité peut revêtir des formes très variées. L'exposition, financée par la ville, EDF-GDF et l'Université de Nantes, a parcouru une dizaine de sites. Avec à chaque fois, un accueil chaleureux, comme lors de l'inauguration, il y a un an, à la Fnac de Nantes, ou le 20 novembre 2004, lors de la journée mondiale de l'enfance, organisée par l'Unicef. La réceptivité des collectivités, l'enthousiasme des participants et les multiples partenariats augmentent d'une suite. Le projet ne sera peut-être pas reconduit à l'identique. Mais la collaboration entre étudiants et collégiens étrangers fut si étroite et productive, qu'une nouvelle opération impliquant les mêmes acteurs est en cours de préparation. Rendez-vous est déjà pris pour un nouveau choc culturel, si instructif.

Contact : caroline.lerest(at)afev.org

DÉFINITIONS

Immigré(e)

Personne née à l'étranger et qui ne possédait pas la nationalité française à sa naissance. Après son arrivée en France, la personne peut devenir française par acquisition (immigré français) ou garder sa nationalité (immigré étranger).

Demandeur d'asile

Selon la définition adoptée par la Convention de Genève de 1951 : personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays.

Primo-arrivant

Désigne les personnes arrivées d'états tiers à l'Union européenne depuis moins de deux ans.

Élève nouvellement arrivé en France

Vocabulaire employé par l'Éducation nationale désignant un élève non scolarisé en France l'année précédente, non francophone ou francophone n'ayant pas une maîtrise suffisante des apprentissages scolaires permettant d'intégrer directement une classe du cursus ordinaire.

CHIFFRES

En mars 1999, lors du dernier recensement, 4 310 000 immigrants résidaient en France métropolitaine, soit 7,4 % de la population métropolitaine.

En mai 2003, on compte environ 35 000 élèves nouveaux arrivants non francophones scolarisés dans les premier et second degrés sur une totalité de 10 106 000 élèves.

Une étude menée en 2002 montre que les flux sont de plus en plus importants et constitués d'élèves plus âgés.

Certaines académies comme celles d'Aix-Marseille, de Montpellier, de Paris, Créteil ou Versailles, ont vu le nombre des élèves primo-arrivants augmenter sensiblement ces dernières années.

À SAVOIR

Pays d'origine

Les élèves étrangers sont principalement marocains, algériens ou turcs. Si l'Afrique est le continent le plus représenté, plus d'un quart de ces élèves proviennent d'autres horizons : la Chine pour près de 45 % d'entre eux, ou encore le sous-continent indien (Bangladesh, Inde, Sri-lanka ...) et l'Amérique latine.

Concepts

Le concept d'assimilation vise à inclure les étrangers dans une société fondée sur l'émancipation individuelle et niant les identités culturelles. Depuis les années soixante, le terme est très critiqué et dévalorisé : assimiler, c'est vouloir imposer les normes de la culture dominante.

À partir des années 80 le terme d'intégration est privilégié. En 1991, le Haut Conseil de l'intégration définit l'intégration comme un « processus spécifique par lequel il s'agit de susciter une participation active à la société nationale d'éléments variés, tout en acceptant la subsistance de spécificités culturelles, sociales et morales, en tenant pour vrai que l'ensemble s'enrichit de cette variété et de cette complexité ».

INTERVIEW : CLAUDE BEAUDOIN

« Favoriser les échanges »

Claude Beaudoin est coordonnateur du CASNAV (Centre académique pour la scolarisation des nouveaux arrivants et des enfants du voyage) de Paris.

Quelles sont les missions et activités du CASNAV ?

Nous travaillons à l'accueil et la scolarisation des publics de nouveaux arrivants dans l'Académie. Nous avons un rôle d'expertise et de conseil auprès de tous les acteurs de l'intégration : les académies, les associations... Notre mission est centrée sur l'information et la formation sur les questions d'immigration et d'intégration scolaire. Au CASNAV de Paris, nous mettons en avant l'idée de parcours. Le jeune est accueilli à son arrivée en France et nous le suivons le plus longtemps possible, jusqu'à son intégration scolaire. Une évaluation de francophonie évite de faire l'amalgame entre les nouveaux arrivants, (statut juridique et sociologique) et les non-francophones (statut scolaire et linguistique). Après les tests effectués, le jeune devient élève et est affecté dans une classe qui lui convient.

Justement, pouvez-vous nous présenter brièvement les dispositifs du CASNAV ?

Les élèves non-francophones représentent environ la moitié de notre public. Ces élèves seront dirigés vers des classes FLE-I (Français langue étrangère intensif), avec dix-huit heures de cours par semaine pendant douze semaines. Les élèves francophones seront directement dirigés vers les classes « banales ». Les CLA sont les classes d'accueil en collège, lycée professionnel et général. Le but est d'intégrer l'élève le plus vite possible, avec un suivi individuel. Les CLA-NSA concernent les élèves non scolarisés antérieurement. Ces jeunes ne maîtrisent pas leur langue, ni les pratiques scolaires. Mais il y a de moins en moins d'enfants qui intègrent ces

classes. Nous sommes confrontés à un fait nouveau : le problème des élèves déscolarisés. Ils subissent une déstructuration scolaire, ils ont eu une rupture avec le système. Ils n'ont plus une scolarité régulière et sont très souvent en situation d'errance car ils sont non-accompagnés.

Des classes de Français Langue étrangère Renforcé, ont été mises en place pour répondre à une augmentation du public. Enfin, les classes d'initiation (CLIN) concernent les enfants âgés de 5 à 11 ans qui arrivent en France.

Pourquoi la question des enfants nouvellement arrivés en France est-elle éminemment européenne ?

Dès que les frontières se sont ouvertes, les populations immigrées ont compris que la migration passait par plusieurs pays. Les stratégies d'immigration ont donc changé et la loi est plus flexible pour les étrangers en Europe. On travaille sur des projets comme le e-learning qui permettrait l'apprentissage de la langue par le multimédia ou le e-twinning (échanges entre les élèves européens). Pour le CASNAV, il s'agit de favoriser les rencontres et les échanges entre les dispositifs de scolarisation pour les élèves migrants. Il faut tisser un réseau de dispositifs d'accueil et réfléchir à l'adaptabilité d'un pays à l'autre. L'enjeu est de travailler sur les pratiques et les méthodologies pour arriver à un travail de recherche européen.

<http://casnav.scola.ac-paris.fr>

INTERVIEW

« Un processus complexe »

Olivier Rousselle est le directeur du FASILD (Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations).

Comment faire pour que les enfants nouvellement arrivés en France ne soient pas les oubliés de l'égalité des chances ?

D'abord en raccourcissant les délais de leur prise en charge. Beaucoup d'efforts ont été faits à ce sujet, mais la situation demeure préoccupante dans certaines académies. Ensuite, en évaluant les connaissances des primo-arrivants. Enfin, un éclairage particulier devrait porter sur les primo-arrivants de 16 à 18 ans dont l'inscription dans les dispositifs de formation et d'insertion se heurte notamment à des problèmes de statuts.

L'Éducation nationale est la principale force d'intégration pour ces enfants, mais elle ne peut pas accomplir seule cette mission. En quoi le FASILD peut favoriser leur intégration ?

Le rôle intégrateur de l'école n'est plus à démontrer. Mais l'école est aussi importante pour les primo-arrivants que pour les enfants d'étrangers ou issus de l'immigration.

Le processus d'intégration est complexe et questionne aussi bien les individus que la société dans son ensemble, et donc le système scolaire.

Le FASILD a contribué à mettre en évidence les représentations de la société française qui sont des freins à l'intégration.

L'obligation de scolarisation des primo-arrivants se heurte à des difficultés malgré la circulaire 2002¹. Le FASILD a publié les résultats d'une recherche à ce sujet². Très prochainement seront aussi publiés les actes du colloque "École et diversité culturelle" que le FASILD a organisé avec le ministère de l'Éducation nationale. L'école n'est pas à l'abri des tensions qui traversent la société en termes de ségrégation et d'ethnicisation des relations sociales.

Dès 2001, le FASILD a signé un accord avec l'éducation nationale dont l'esprit peut être résumé en trois principes simples. Le FASILD n'intervient pas à la place de, mais en complémentarité et en cohérence avec l'éducation nationale. Ensuite, le but de notre intervention consiste justement à faire en sorte que celle-ci devienne le plus rapidement possible sans objet. Enfin, notre intervention porte évidemment sur les publics mais aussi sur ceux qui sont en charge de ce public.

Le FASILD soutient depuis plusieurs années des dispositifs comme ceux d'École ouverte ou d'Accompagnement à la scolarité qui bénéficient aussi, voire en priorité aux élèves nouvellement arrivés en France.

Comment valoriser les compétences éducatives du parent primo-arrivant, qui reporte beaucoup d'attentes sur ses enfants ?

Il faut agir en permanence avec et non pas seulement pour les parents. L'école doit mieux s'ouvrir à tous les parents particulièrement ceux qui en sont, théoriquement, les plus éloignés. Tous les parents surinvestissent l'école et attendent d'elle ce qu'elle ne peut seule donner. On ne peut pas essayer de rapprocher les parents de l'école, et dans le même temps, les déprécier et les disqualifier. Une enquête récente auprès de jeunes professeurs des écoles issus de l'immigration, a montré que la majorité d'entre eux jugent que leur réussite tient en grande partie au soutien de leurs parents.

Il ne s'agit donc pas de faire à la place des parents mais de leur faire une place, celle qui leur revient. Il faut imaginer une formule, sorte de médiation école-parents, qui accompagne les parents nouveaux-arrivants dans la compréhension du système scolaire français, l'orientation, les recours possibles Parallèlement, il faut aussi encourager l'implication des parents primo-arrivants dans les associations de parents d'élèves.

L'intégration des enfants nouvellement arrivés en France est une responsabilité partagée. Que peuvent apporter les étudiants qui s'engagent bénévolement auprès de ces enfants et de leurs familles ?

Le travail de l'afev à ce niveau est exemplaire et, dans ce sens, soutenu par le FASILD depuis 1993. Il répond à nos préoccupations notamment en termes de respect des compétences des parents primo-arrivants. Il s'agit d'une relation singulière par l'exemple. Le travail de l'étudiant ne consiste pas à se substituer à l'enseignant, ni aux parents, et encore moins à l'élève. Les étudiants de l'AFEV, bien formés, peuvent apporter un plus incontestable. Dans le triangle parents-élèves-école, ils peuvent jouer un rôle déterminant dans la réussite scolaire de l'enfant en favorisant le goût d'apprendre.

www.fasild.fr

¹ Relative à la scolarisation des élèves de nationalité étrangère.

² "L'accueil à l'école des élèves primo-arrivants en France".

PORTRAIT

La langue de Cornelia

Par Paul Falzon-Monferran

À son arrivée en France, la jeune Roumaine ne connaissait pas un mot de français. Après deux ans d'études dans une classe de non-francophones d'un collège de Bobigny, elle se passionne aujourd'hui pour Victor Hugo et Jules Verne. Récit.

De sa langue d'origine, il ne reste chez Cornelia qu'une légère trace d'accent sur les "r". Quand cette jeune Roumaine arrive en région parisienne avec sa mère, voilà deux ans, elle ne parle pas du tout français. Elle refuse même de prononcer le moindre mot dans cette langue, alors que ses parents l'ont déjà poussée à lire, essentiellement « des manuels et des livres pour enfants, avec des images », se souvient-elle. Son père, installé en France depuis plusieurs années, pratique couramment la langue, de même que sa mère, qui en a appris les bases dans les mois précédant son arrivée. « Moi, je n'arrivais pas à parler à la maison. J'étais comme bloquée. »

« La tête de mes parents quand ils m'ont entendue parler français pour la première fois... »

Et puis arrive le test organisé dans un centre départemental pour évaluer son niveau de langue, en octobre 2003. « C'était des questions faciles, avec des réponses à cocher. Je comprenais bien les exercices. » Quelques semaines après, Cornelia est autorisée à effectuer sa rentrée dans une classe de non-francophones du collège République, à Bobigny (Seine-Saint-Denis). « Le niveau était celui d'une sixième », estime la jeune fille qui a alors une douzaine d'années. « Une jeune Turque est venue discuter avec moi et je me suis mis tout de suite à parler français, sans difficulté ! Je me souviendrai toujours de

la tête de mes parents ce soir-là, quand ils m'ont entendue parler français pour la première fois... »

Les cours proposés au collège ressemblent à ceux des classes "traditionnelles" : langues étrangères, arts plastiques, sciences, le tout à un rythme adapté au niveau des élèves... « La difficulté principale était l'apprentissage de l'histoire, très différente de celle de la Roumanie. Surtout que notre professeur parlait beaucoup et écrivait peu, alors que moi, je suis plus à l'aise à l'écrit qu'à l'oral. Il y avait aussi une grande diversité dans les âges des élèves. Mais j'ai toujours vu les plus forts aider les plus faibles », assure Cornelia. En français, les cours portent sur les savoirs de base, comme la conjugaison, souvent par le biais de petites histoires faciles à comprendre. « La plupart des élèves ont vite eu un bon niveau de langue », juge Cornelia, qui se rappelle de cours où certains élèves étaient capables d'écrire des poésies dans leur nouvelle langue. Elle-même a choisi d'emblée de ne plus parler que son français d'adoption, alors que certains de ses camarades, originaires comme elle d'Europe du Sud-Est, ont essayé de lui parler roumain.

Cornelia juge aujourd'hui qu'être scolarisée dans la classe non-francophone l'a surtout aidé à « gagner de la confiance » pour la suite. À peine trois mois après son arrivée au collège, elle a intégré une cinquième traditionnelle et poursuit avec succès son cursus. Aujourd'hui, elle avoue encore « quelques difficultés en histoire » mais n'exclut pas d'engager des études, elle que ses parents, inquiets de ne pas la voir parler français, voulaient à l'origine envoyer dans une filière courte en informatique. Elle se passionne aussi pour la littérature hexagonale, surtout les romans scientifiques, Victor Hugo et Jules Verne. Cornelia est catégorique : « Ma langue désormais, c'est le français. »

PARCOURS

« Je m'appelle Unubold »

L'afev de Toulouse a récemment publié les témoignages d'enfants nouvellement arrivés en France, dans un livret intitulé *Les Petits Voyageurs*. En 2004, des enfants suivis par les bénévoles de l'afev Rhône-Alpes s'étaient exprimés sur leurs parcours dans un ouvrage intitulé *Histoires de couleurs*. En voici un extrait.

« Je m'appelle Unubold, j'ai 15 ans et je viens de Mongolie, c'est un pays situé au sud de la Russie et au nord de la Chine. J'habite en France depuis un an avec mes parents et mon frère.

Mon passé

Je vais commencer par vous expliquer ma vie avant de venir en France.

Je suis né à Oulan-Bator, la capitale, le jour de la fête nationale française : le 14 juillet. Dès mes 5 ans j'ai commencé à apprendre l'alphabet mongol et en maternelle j'ai appris l'alphabet anglais. Le système scolaire mongol est différent de celui de la France. On commence l'école primaire à 7 ans. Et on étudie dans une même école pendant dix ans (jusqu'à 17 ans). Le système scolaire est à la fois russe et depuis 1990 aussi mongol. Le système scolaire est strict et le niveau est élevé. J'avais cours

4 heures par jour du lundi au samedi. J'étais dans une classe spécialisée en mathématiques.

Avant de venir en France, pendant mes temps libres je faisais ce que j'aimais. Par exemple jouer au basket, me balader, etc. Mais je faisais plutôt mes devoirs. C'était amusant pour moi. Et puis j'écoutais la musique quand je faisais mes devoirs.

Le présent

Je suis arrivé en France au mois de novembre 2001. j'ai entendu parler de la France mais c'était plutôt à propos de la culture, de ses monuments. Quand je suis venu ici je ne savais ni parler français ni où je me trouvais. J'étais un peu perdu sans être perdu. Pour moi l'environnement lyonnais était très familier. Mais je me sentais un peu seul et c'est là que j'ai commencé à dessiner des mangas pendant les trois premiers

mois c'était un peu dur. Durant ce moment je prenais des heures de cours de français à la Croix-Rouge française, à l'aide de monsieur Renard et de madame Liou. Ils m'ont appris beaucoup de choses donc je voudrais les remercier.

Puis je suis allé en classe d'accueil du collège de Vaise pendant trois mois. Puis je suis entré dans le système normal et petit à petit je me suis intégré. Maintenant tout est normal, je me sens mieux car j'ai des nouveaux amis, je comprends mieux le français et je me suis habitué à la vie française.

Mes avenir

Mon arrivée en France n'a pas changé mes projets. Je suis content de ça. Et je pense que dans l'avenir je pourrai continuer à découvrir les cultures d'autres pays.

J'ai envie de faire de très bonnes études en France, et d'aller le plus loin possible. »

ACTION

Veiller à la scolarisation des jeunes sans papiers, un combat quotidien

par Matthieu Crocq et Anne-Sophie Morel

Rassemblant près de 70 associations, le réseau Éducation sans frontières se mobilise pour aider les enfants et adolescents arrivés en France hors de la procédure de regroupement familial.

« Enfants en situation irrégulière ? » Juriste et permanent au Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés), Jean-François Martini n'apprécie pas beaucoup cette tournure : « Juridiquement, ça n'existe pas ! En France, un mineur ne peut jamais être en situation irrégulière. Le titre de séjour n'est requis qu'à partir de 18 ans. Mais l'expression est parlante, cela dit, et elle permet d'alerter les gens. » Alerter, car les mineurs arrivés en France en dehors des procédures de regroupement familial sont généralement en situation précaire.

Une vie pourrie par la peur

Ces jeunes ne se font que rarement connaître spontanément. Conscients d'être vulnérables et sachant que de nombreuses personnes peuvent leur être hostiles, ils taisent leurs difficultés. Mais la prudence n'est pas la seule raison de leur discrétion. Le sentiment de honte s'y ajoute, injustifié mais bien réel. Car il ne faut pas oublier qu'ils sont ceux que les policiers traquent, que les juges emprisonnent, qui disparaissent du jour au lendemain sans laisser de trace. Même s'il ne le laissent que rarement paraître, leur vie est pourrie par la peur et ils sont conscients de ne pas être comme les autres.

« Je pense sincèrement que beaucoup de jeunes sont découragés, ils vivent traqués et certains ne sont pas scolarisés par peur de se faire démasquer », raconte ainsi Pierre Cordelier, du réseau "Éducation sans frontières". Il est donc rare que ces jeunes osent franchir le pas d'eux-mêmes et se confier à un adulte ou à un camarade. Le réseau ESF, qui rassemble près de 70 associations, est donc là pour leur

tendre la main, pour les encourager à parler. Une fois que le jeune sans papiers a pris le risque de se "découvrir", il faut que les choses aillent vite et qu'il se sente pris en main. Une réunion sera alors organisée avec sa famille, si elle est présente, et deux ou trois autres adultes qui deviendront ses référents. L'objectif de cette rencontre n'est pas d'engager une action immédiate, mais d'avoir un aperçu des problèmes qui se posent. Il est également important de connaître sa situation familiale afin de savoir si une assistance sociale peut lui être utile. Une fois qu'une décision est prise et explicitement formulée, un certain nombre de mesures d'urgence s'imposent : vérifier que l'élève a une carte de lycéen ou lui en faire établir une, vérifier qu'il a compris et retenu ce qu'il doit faire en cas d'arrestation... Toutes ces étapes précèdent l'ébauche du dossier qui permettra, dans le meilleur des cas, une possibilité de régularisation.

Blocages institutionnels

Mais souvent, le problème juridique n'est que reporté jusqu'à la majorité du jeune sans papiers « ... quand il n'apparaît pas plus tôt, précise Jean-François Martini, car ceux qui ont plus de 16 ans sont souvent orientés vers un apprentissage, pour lequel il faut obtenir une autorisation de travailler... que le code du travail subordonne à l'existence d'un titre de séjour ». Pas de titre, pas de contrat de travail, pas d'études. Les jeunes sans papiers se voient alors expliquer qu'il ne servirait à rien de les inscrire puisqu'ils ne pourront pas travailler. « On voit donc des gamins de 15, 16, 17 ans qui ne sont plus scolarisés, ou qui ne

l'ont jamais été, poursuit le juriste. On pensait souvent que la non-scolarisation relevait d'une volonté familiale - notamment pour les jeunes filles - mais un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) a clairement montré que, le plus souvent, elle est due à des blocages institutionnels ! » Certains maires ou directeurs d'école tentent ainsi d'empêcher la scolarisation des jeunes sans papiers. Ils savent bien que la loi leur interdit ces discriminations, « alors ils embêtent les familles, raconte encore Jean-François Martini. Parce qu'elles vivent dans un squat, parce qu'elles ont installé leurs caravanes sur un terrain non prévu pour cela... »

Fort heureusement, ces entraves ne forment pas la majorité des cas. Des élus, des responsables d'établissement, des parents d'élèves, des enseignants se mobilisent à travers le réseau ESF. Pour aider ces jeunes dans leurs démarches, pour leur apporter un soutien psychologique autant que juridique. « Le but de ce collectif est de rendre visible les pratiques de reconduite à la frontière qui sont contraires aux droits de l'homme », indique Pierre Cordelier. Et les actions, bien souvent, portent leurs fruits. « Il faut dire que le corpus juridique est très solide là-dessus, conclut Jean-François Martini. Le droit des étrangers se dégrade en matière d'accès à la santé, de mariage... mais pas en matière de scolarisation. Cela dit, on n'est à l'abri de rien, et le jour où la mobilisation faiblira, certains responsables politiques n'hésiteront pas à s'en prendre à cet autre droit fondamental. »

www.educationsansfrontieres.org
www.gisti.org

REPORTAGE

Slovénie, terre d'asile ?

Par Paul Falzon-Monferran

Face aux carences en termes de scolarisation des mineurs réfugiés, l'association Filantropija se bat pour leur ouvrir les portes de la culture du pays.

Biélorussie, Irak, Liberia, ex-Yougoslavie... La Slovénie, aux frontières de l'Italie et de l'Autriche, est devenue ces dernières années une terre d'accueil pour les demandeurs d'asile fuyant les guerres ou la misère. Une situation à laquelle la petite république, indépendante depuis 1991 seulement, ne semble toujours pas préparée. L'accueil des enfants étrangers s'y déroule dans des conditions difficiles. Sous le coup d'une législation encore restrictive, « la plupart des demandeurs d'asile vivent dans des camps spéciaux avec peu d'argent à disposition », explique Nina Bradic, membre de l'association Filantropija qui lutte, avec le soutien de l'ONU, pour l'intégration des réfugiés présents sur le sol slovène. Surtout, le gouvernement de Ljubljana n'est pas très actif pour améliorer la situation des enfants. La scolarité est obligatoire au niveau primaire, « mais c'est juste au niveau de la loi... », constate Nina Bradic. « Dans les faits, aucun cours spécial n'a été mis en place. » Les volontaires de l'association organisent comme ils le peuvent l'apprentissage du slovène et les leçons à la maison pour la vingtaine d'enfants réfugiés qu'ils encadrent en moyenne. Mais là encore, ils se heurtent aux blocages d'une administration rigide. « Nos opérations ne sont financées que si elles respectent à la lettre ce qui avait été défini par convention, jusqu'au nombre de ramettes de papier que nous achetons ! C'est évidemment une gêne, puisqu'il nous est impossible de réajuster nos actions, par exemple en créant des ateliers de langue de niveaux différents. »

Leur faire découvrir les paysages, la nourriture...

C'est dans ce contexte que Filantropija tente, depuis plusieurs années, d'offrir en complément des cours de langue des activités extra-scolaires, comme le sport et les visites culturelles. Cet été, un séjour de vacances a été organisé à travers tout le pays. « C'était l'occasion de confronter les enfants à la culture de leur pays d'accueil, explique Nina. Parler la langue est essentiel. Mais c'est important aussi de connaître les villes, les paysages, les populations, la nourriture... Pour ces enfants bloqués dans des centres, ce séjour constituait une occasion unique. »

www.filantropija.org - Contact : nina.bradic(at)filantropija.org

Trajets d'exils

Présenté aux Eurockéennes de Belfort les 1^{er}, 2 et 3 juillet dernier, le projet "Trajet d'exils" est une opération de sensibilisation sur la défense du droit d'asile portée conjointement par trois associations : Forum Réfugiés, France Terre d'Asile et la Cimade. Elles ont pu s'adresser aux 90 000 spectateurs qui ont pour la majorité entre 20 et 25 ans à travers différentes actions. Un espace déambulatoire permettait une approche pédagogique du sujet (publications, rencontre des professionnels, expo...) et un atelier proposait aux visiteurs de se faire photogra-

phier en portant un panneau revendicatif. Ces photos étaient ensuite diffusées sur les écrans géants du festival en préambule des concerts. Des milliers d'autocollants dont le visuel avait été élaboré par Les Chats Pelés et portant la mention RÉFUGIÉ ou DÉBOUTÉ ont été distribués sur le site en respectant le pourcentage de personne accédant ou non à l'asile en France. Les associations ont également eu accès à de nombreux artistes dont certains comme Cali ont pris la parole sur scène pour défendre le droit d'asile.

POUR ALLER PLUS LOIN

Articles

"Les Élèves nouveaux arrivants : obstacles linguistiques et motivation scolaire", de Claire Schiff. Quelques-unes des principales contradictions que vivent les jeunes - arrivés en France à l'adolescence - suite à leur installation et à leur insertion scolaire. L'une d'entre elles concerne les relations élève-enseignant. In *Ville École Intégration* Hors Série, n° 3, octobre 2001.

"L'Immigration dans l'espace national et européen : état des lieux et réponses politiques", de Patrick Weil. En 1978, le regroupement familial s'est étendu à toutes les familles quelle que soit leur origine et le rôle de l'école publique dans l'intégration mérite d'être rappelé. Mais on doit traiter en même temps le sort des enfants et celui de leurs parents, quant à l'apprentissage de la langue et à une facilitation à entrer dans le système du pays d'accueil. In : *Ville École Intégration* Hors Série, n° 3, octobre 2001.

"La scolarisation, un droit et un devoir", de Claudia Cortes-Diaz. In *Plein Droit* (revue du Gisti) n° 64, avril 2005, « Étrangers devant l'école ».

Rapports

Les modalités de scolarisation des élèves non-francophones nouvellement arrivés en France, Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation et de la Recherche Anne Lecourbe Jérôme Polverini ; Jean-Claude Guérin, Martine Storti Mai 2002

Non-scolarisation, déscolarisation et scolarisation partielle des migrants : les obstacles institutionnels à l'accès des enfants et des adolescents nouvellement arrivés en France à une scolarité ordinaire, Programme de recherche interministériel : Ministère de l'Éducation Nationale, Ministère de la Justice, FASILD, DIV Claire Schiff, juin 2003

Ouvrages

Accueillir les élèves étrangers, coordonné par Claire Grimaldi - Amiens - Paris : Licorne - Harmattan, 1998.

L'Intégration, une mission pour l'école ? Paris : Hachette éducation, 1998.

On ne naît pas noir, on le devient, J.-L. Sagot-Duvouroux, 2004, Albin Michel.

Toulouse 2005 : l'afev organise la première Université Européenne de l'Engagement

À l'initiative de l'afev, 250 personnes, bénévoles, salariés, élus et acteurs du monde éducatif, se sont retrouvées à Toulouse, du 23 au 26 août pour une rencontre ponctuée de débats, de conférences, d'ateliers, d'animations... Un rassemblement qui a permis de jeter les bases d'un réseau européen de jeunes volontaires.

RENCONTRE

Démocratiser la réussite scolaire

Philippe Meirieu, directeur de l'IUFM de Lyon, explique aux bénévoles de l'afev pourquoi leur action s'avère fondamentale pour le développement de l'enfant : ils sont des « passeurs » qui participent à sa réussite.

L'expression pourrait choquer. Mais « à côté de la famille et de l'école, l'enfant a besoin de se construire dans des lieux tiers, de rencontrer d'autres types d'adultes qui n'ont pas de relations d'autorité et de responsabilité directe ». Et c'est précisément ce rôle que joue le bénévole, en offrant de son temps.

« Cet adulte intermédiaire est une espèce de passeur et occupe en quelque sorte la fonction de l'oncle. Il représente le monde adulte, mais il ne sanctionne pas. De cette manière, le jeune rencontre quelqu'un qui n'est, ni institutionnellement ni psychologiquement, dans la certitude ou la maîtrise. Quelqu'un qui se retrouve comme lui dans une position de découverte, ce qui est très fécond pour l'enfant. »

Aujourd'hui, « l'ascenseur social est en panne », au point que « la mobilité sociale a même diminué ».

« Les exclus sont désormais culpabilisés, et l'humiliation est devenue une valeur ajoutée. » La démocratisation est actuellement grippée, le système est « dérégulé ». Et les raisons sont multiples, de la « pédagogie bancaire » qui a pris le dessus - « on n'est pas là pour se développer, mais pour obtenir des bons points » - aux savoirs qui ont été déconnectés de la réalité : seuls les enfants de milieux aisés comprennent l'utilité des programmes. À tel point que, dans certains établissements, les élèves qui réussissent sont victimes de railleries et l'échec scolaire « peut être vécu comme une forme de fierté ». Un paradoxe qu'il faut mettre en corrélation avec l'exigence sociétale de réussite, qui n'a jamais été aussi prononcée. Jusqu'aux années 70, l'échec scolaire n'était pas une entrave à l'insertion dans la vie active. Des solutions existent. Notamment dans l'approche pédagogique, qui doit être repensée en combattant notamment cette « idée ancrée dans l'inconscient populaire » selon laquelle plus on donne et plus on réussit. Car « le soutien peut mettre un élève en difficulté ». Il faut alors travailler sur « la pédagogie par le détournement » : « Une multitude de choses peuvent réconcilier l'enfant avec l'enseignement et la pédagogie. » L'école doit aussi être un lieu où il est permis de se tromper, et elle « ne doit pas sanctionner l'erreur » : « Les enfants en difficulté ont souvent peur de l'évaluation, qui arrive trop vite et qui possède une fonction inhibitrice. »

« Pour apprendre, il faut rencontrer des gens qui sont du même côté du savoir que vous. » Or c'est précisément la place qu'occupent les bénévoles : ils se mettent en position d'accompagnateurs. « Les initiatives du type de celles menées par l'afev participent à la démocratisation de la réussite. » « L'Éducation nationale a besoin de ce regard neuf et extérieur. » Et Philippe Meirieu d'ajouter qu'« elle a tout à y gagner ».

M.B.

REPORTAGE

Le rêve en marche

par Mathias Bocabeille

Quatre jours pour être utile. Quatre jours qui auront servi à réfléchir, s'interroger et mutualiser. Quatre jours qui auront démontré que l'engagement, sous toutes les formes, ne connaît pas frontières. A commencer par ces jeunes bénévoles qui, des quatre coins de l'Europe, sont venus représenter leurs associations.

Le **Mardi 23** est consacré à l'accueil des volontaires européens; une journée de rassemblement. Sur le campus du Mirail, la timidité et les barrières linguistiques font rapidement place au partage d'expériences.

Réflexions sur l'engagement, pour les uns et, pour l'afev, l'occasion de préparer sa rentrée et de faire un point sur ses actions à venir. L'association sera bientôt présente sur l'ensemble des sites universitaires français. Mais avant, la saison qui s'amorce doit être celle des échanges. « Nous vivons dans une société trop morcelée, comme l'est le secteur associatif » déplore Nicolas Delesque, secrétaire général de l'afev. De nombreuses associations ont répondu présentes, comme la FAGE, le GENEPI ou Unis-Cités. Spectatrices attentives, elles sont aussi parties prenantes des débats et du village associatif. Chaque soir, ce dernier se transforme au gré des thématiques. En cette première journée, il est logiquement consacré à l'Europe Solidaire : une vitrine pour les chantiers de jeunes, les échanges culturels et le volontariat.

Mercredi 24. C'est au tour des bénévoles de l'afev d'avoir leur moment. Ils échangent sur leurs réalités du terrain et expliquent comment ils envisagent le bénévolat. Pour Alejandro, étudiant membre du conseil d'administration de l'afev, il s'agit de « donner quelque chose que l'on ne peut

pas récupérer ». La journée est marquée par la diffusion, en présence du réalisateur, Bertrand Charron, du film « Génération Solidaire » ou l'aventure du World Tour : au mois d'avril, une centaine de jeunes volontaires du monde entier ont parcouru la France en train, afin de promouvoir l'engagement social et solidaire, sous l'égide des Nations Unies. Puis, Philippe Meirieu, directeur de l'IUFM de Lyon (voir ci-contre) a fait une intervention remarquée. En petit comité ou en amphithéâtre, il rappelle, combien l'éducation populaire et l'Éducation nationale sont complémentaires. Déplorant le manque « d'opérations de fond », qui participent à « la démocratisation de la réussite », il remercie les bénévoles pour leur travail et leur lance : « vous êtes l'avenir ! ». Un moment de communion, émaillé de réflexions pertinentes qui font mouche. Puis des travaux en ateliers se penchent sur la jeunesse comme ressource : quel cadre lui offrir pour ses actions de volontariat ? Le village associatif a choisi également, en cette deuxième journée, de traiter de la sexualité et des discriminations y afférant.

Judi 25. Selon Marcel Grignard, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie et des mines, « on vit dans une situation de crise. Nous avons tous la responsabilité de la poursuite de la construction ». Un constat partagé par les élus et les partenaires de l'afev présents pour ce deuxième temps de cette université d'été, qui deux jours durant, vont tenter de brosser les contours d'un réseau européen associatif transversal. Deux tables rondes ouvrent la réflexion : la citoyenneté vecteur de construction, l'élaboration d'un modèle de développement européen. L'après-midi, des ateliers permettent d'aller un peu plus loin sur des questions plus

précises : la santé, la crise du logement social, la représentativité des jeunes ou les plates-formes de l'engagement. La journée est marquée par la visite de Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse, venu à la rencontre des jeunes volontaires européens.

Vendredi 26. Cette dernière journée fait un point concret sur l'enjeu éducatif que représente l'Europe. Comment favoriser l'émergence d'un espace pour l'éducation ? Est-il vecteur de citoyenneté ? En amphithéâtre, les invités s'accordent sur le fait qu'il faut davantage valoriser la participation à la vie citoyenne. De la mobilisation politique au bénévolat, elle doit impérativement être un moteur. Des travaux en ateliers sur différentes pratiques éducatives prennent ensuite le relais. L'occasion de parler du programme Socrates, de la semaine d'éducation contre le racisme ou encore de visionner un documentaire sur les centres éducatifs fermés. Enfin, Jean Viard, directeur de recherche CNRS au Cevipof, clôture les débats. Il y expose sa vision d'un monde, nouveau, qui se met en place : « nous avons à penser le lien social dans cette société atomisée comme avant-hier on l'a cherché avec la religion, hier avec la Révolution ». Une intervention opportune, en parfaite adéquation avec les actions de l'afev et de ses bénévoles, du baume au cœur en somme.

Pendant ces quatre jours, les réflexions furent intenses. Cette université pas comme les autres aura permis de confronter différents regards sur l'engagement. Tous vont dans la même direction : la mutualisation des initiatives. Des initiatives qui donnent un sens à l'Europe et à sa citoyenneté.

JEAN VIARD

Émerveiller le monde pour mieux le vivre

Par Magalie Berenguer

Sociologue, directeur de recherche en sciences politiques et fondateur d'une maison d'édition, Jean Viard veut pouvoir assumer à la fois un rôle d'acteur et d'observateur de la société. C'est à ce titre qu'il est intervenu lors du discours de clôture de l'Université Européenne de l'Engagement, en posant les bases d'une vision optimiste du monde actuel.

« Raconter aux gens la société qu'ils habitent. » C'est ainsi que Jean Viard définit sa double casquette d'acteur et d'observateur de la société. C'est aussi ce à quoi il s'est attaché lors de son discours de clôture de l'Université Européenne de l'Engagement. Raconter, expliquer le monde actuel en fonction de ses origines, pour mieux le comprendre et mieux le vivre.

Ainsi, il en parle comme d'un monde sans rêve, sans horizon, comme d'une simple donnée et non d'un projet : « Nous vivons ce que nos parents ont voulu, explique-t-il, et nous sommes passés derrière le miroir. Aujourd'hui, les conquêtes sont impossibles puisque tout est déjà fait, le rêve est absent. Nous passons d'un monde à conquérir à un monde à habiter et cela change la donne. C'est un bouleversement profond auquel nous avons à faire face aujourd'hui ».

Un bouleversement qui s'exprimerait par deux mouvements, dont le premier serait celui de la mondialisation : « Le mondial et le local sont en contact permanent, affirme-t-il. Les gens doivent pouvoir garder leur tradition, leur culture propre, sans être rejetés du reste du monde. » À côté de cela, le monde serait aujourd'hui plus que jamais celui de l'individu et la vie serait bien plus imprévisible qu'autrefois. « L'objectif de nos parents était d'installer leurs enfants. Aujourd'hui, nous pouvons changer de métier, notre vie amoureuse est plus instable. Nos comportements sont devenus très individualistes. »

De ces deux mouvements de fond, il en résulte ce qui fait aujourd'hui le cœur de ce monde : la mobilité. Qu'elle soit physique ou virtuelle, il semblerait qu'elle modifie considérablement nos références et le lien social qui nous unit. Un second phénomène qui semblerait renforcer cette tendance s'exprimerait par l'augmentation de notre espérance de vie. « Vous êtes la première génération dont l'espérance de vie est si importante : 750 000 heures en moyenne ! Cela modifie sans aucun doute le développement de nos relations humaines car nous avons plus de temps. »

Une nouvelle société qui nourrit les phénomènes d'exclusions

Mais ces mouvements sont avant tout des tendances de fond et ne touchent pas l'ensemble de la population. On parle de mobilité, d'une augmentation du temps pour vivre, et pourtant dans les milieux populaires, plus d'un enfant sur deux ne part pas en vacances. « Les milieux défavorisés, les nouveaux arrivés, les sans domiciles, tout ceux-là sont des oubliés du système et c'est là qu'il faut agir. Il s'agit donc de voir comment notre société s'est libérée, mais aussi comment elle crée l'exclusion. » Comment aide-t-on alors ceux qui ne sont pas dans ce processus et comment démocratise-t-on ce nouveau modèle ? Comment leur permet-on d'accéder à cette société qui se développe ?

Peut-être en nous adaptant tout d'abord à ce nouveau monde, à cette société dont la première difficulté est qu'elle ne fait pas rêver. « Nous devons enchanter cette mondialisation, mettre les choses en désir. De même, nous devons permettre aux plus défavorisés de rêver. Eux aussi souhaiteraient posséder leur maison, fonder une famille. » Émerveiller le monde, voilà donc ce qui pourrait sortir un pays comme la France d'une période de dépression, où même sa richesse ne lui permet pas d'avoir confiance en son avenir. Le débat quant à la construction européenne relèverait selon lui d'un problème similaire : « Comment une population peut-elle voter pour un projet qui ne la fait pas rêver ? Le modèle européen est pourtant basé sur une alliance d'États-nations, sur un rassemblement malgré les différences. Si on ne sait pas faire l'Europe, alors on ne saura jamais allier les diversités pour vivre ensemble. »

Pour Jean Viard, l'essentiel est donc d'apprendre à rêver, sans se cacher derrière un sentiment de peur, de violence, qui n'est, sinon plus présent qu'autrefois, simplement plus mis en avant. « Apprenons à habiter ce monde, émerveillons-le. Et si nous avons autant de temps pour vivre, alors apprenons aussi à le donner. »

HYPERTEXTE

la chronique de Jérôme Sturla
jerome.sturla(at)afev.org

La société hyper moderne ou Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs. Un livre de François Ascher, éd. L'Aube, 2005.

« Société hyper moderne » ? Loin d'être, sous la plume de François Ascher, l'expression d'un superlatif enjoué, le titre de son livre recouvre une analyse fouillée et rigoureuse de notre société. Selon l'auteur, nous sommes entrés dans une phase de « modernité avancée » qui assimile l'organisation sociale et le comportement des individus à « l'image des hypertextes informatiques ».

Cette métaphore permet de comparer la mobilité des personnes, qui naviguent d'un champ social à l'autre (leur famille, leurs amis, leur emploi, leurs loisirs...), à un même mot qui se retrouve dans plusieurs textes. Ainsi, les nouvelles possibilités de syntaxes qu'offre la vie sociale donnent, à chacun d'entre nous, les moyens de construire sa propre identité. Selon François Ascher, « l'individu serait devenu multiple », rendant par là-même plus difficile la transmission de valeurs et de pratiques communes dans des cadres collectifs établis.

Les organisations de la société civile doivent intégrer cette évolution qui favorise l'autonomie de l'individu sans forcément le cantonner dans un prétendu repli individualiste. Elles doivent aussi garder en tête que cette possibilité de construire sa propre trajectoire de vie est sources de nouvelles inégalités sociales.

En effet, la nécessité d'évoluer à la fois dans plusieurs champs sociaux ajoute une difficulté supplémentaire à celle de trouver sa place et de s'épanouir dans un champ particulier : le monde du travail, son environnement relationnel, son quartier...

INITIATIVE

Un réseau européen de jeunes volontaires

Constituer un réseau européen de jeunes volontaires, voilà l'une des priorités que s'était fixées l'afev en organisant l'Université Européenne de l'Engagement. Pari réussi ! Pendant quatre jours, une quinzaine de volontaires internationaux venus de Slovaquie, de Hongrie et de Lituanie et d'étudiants de l'afev ayant des expériences de volontariat à l'étranger ont participé aux débats et ont partagé leur vision du volontariat de solidarité avec les bénévoles et les permanents de l'association.

Les échanges noués pendant cette semaine

internationale ont permis de tracer les modalités de la constitution d'un réseau de volontaires européens avec comme premier grand rendez-vous, le congrès de l'Association Internationale des Villes Éducatrices du 14 au 17 septembre 2006 à Lyon pour officialiser la création du réseau EVA (European Volunteers in Action).

Trois groupes de travail se sont ainsi formés autour de trois thématiques : éducation non formelle, lutte contre les discriminations et échanges internationaux citoyens. En mutualisant les expériences, nous voulons dégager une vision com-

mune de la solidarité en Europe et la concrétiser en construisant des projets montés par des volontaires issus de différents pays.

Ces rencontres ont d'ores et déjà donné lieu à des projets d'essaimage de l'expérience de l'afev à Barcelone et Budapest où deux étudiantes doivent faire le relais avec les institutions et les collectivités locales. Les premiers pas vers la concrétisation d'une afev européenne ?

www.aice2006.lyon.fr

contact : [elise.renaudin\(at\)afev.org](mailto:elise.renaudin(at)afev.org)

PORTTRAITS DE VOLONTAIRES Anita de Hongrie

« Je suis membre du bureau de "Via Pacis", la branche hongroise de l'ONG Youth Action for Peace (YAP). C'est un mouvement de jeunes en faveur de la paix, né après la Première Guerre mondiale, qui organise des chantiers avec des jeunes venus du monde entier. À travers un travail d'intérêt local, ils apprennent à découvrir les autres et ainsi à

construire une culture de paix et de fraternité. J'ai participé à l'Eurotour organisé par l'afev en 2004, et je m'apprête maintenant à faire un an de service volontaire européen à Bruxelles.

J'aime beaucoup l'idée de l'afev de demander deux heures par semaine aux étudiants. J'espère que le réseau permettra de développer cela en Hongrie, mais là-bas il n'y a aucune culture de l'engagement dans les facs. L'université européenne de l'engagement se passe très bien pour moi, tout est sympa et bien organisé... sauf peut-être en matière de langage car tout le monde ne parle pas français : il faudrait prévoir plus d'interprètes, ou tenir les débats en anglais... »

Brigita de Slovaquie

« J'ai commencé à m'investir dans le bénévolat quand j'avais 15-16 ans, en tant que traductrice pour des réfugiées colombiennes. J'ai été longtemps bénévole pour l'association Filantropija - et je le suis toujours, mais j'en suis également salariée. En tant que bénévole, je m'occupe des enfants mineurs séparés de

leurs parents : nous sommes souvent leur premier contact avec ce pays qu'ils ne connaissent pas. Ils sont souvent arrivés illégalement d'Albanie, du Kosovo, de l'Irak, de l'Afghanistan. Et ils veulent obtenir des papiers, ou poursuivre leur route vers l'Italie, la France, le Royaume-Uni... Je suis venue ici à Toulouse par l'intermédiaire de mon association, qui est en contact avec l'afev depuis plusieurs années. J'essaie d'améliorer mes connaissances sur le travail des bénévoles, sur la reconnaissance du volontariat, j'ai rencontré des personnes de Forum Réfugiés... et puis je m'amuse beaucoup. Il y a une excellente atmosphère. »

être utile contre les inégalités,

avec l'afev, c'est possible !

En tant qu'étudiant, tu peux vraiment lutter contre les inégalités et agir avec l'afev comme le font aujourd'hui plus de 5 000 étudiants en France.

2 heures par semaine, près de chez toi, de ton université ou de ton école, tu peux :

- aider un enfant ou un jeune en difficulté scolaire,
- réaliser des projets d'éducation à la santé avec des enfants,
- épauler un jeune dans son parcours d'insertion,
- participer à l'organisation de rencontres, de débats, de forums, d'actions culturelles, citoyennes ou pédagogiques.

Une seule condition : être étudiant

Rejoindre l'afev, c'est :

- faire partie d'une équipe de bénévoles passionnés,
- profiter de l'appui d'une équipe de permanents et d'une formation,
- partager tes expériences avec d'autres étudiants.

Intéressé ? N'hésite pas à prendre contact...

Coupon-réponse à retourner à l'afev – 26 bis, rue de Château-Landon – 75010 Paris (ou par mail à pole.national@afev.org)

Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Mail :

Université/école :

Niveau d'études : Filière :

Agir avec l'afev, c'est simple. Renvoie-nous le coupon-réponse ou inscris-toi sur www.afev.org et un coordinateur de l'afev te contactera pour te proposer une réunion d'information.

Volontaires! n° 6

publié par l'afev
26 bis, rue de Château-Landon
75010 Paris

Tél. 01 40 36 01 01

pole.national@afev.org

Directrice de la publication
Anne Korobelnik

Comité de rédaction

Magalie Berenguer, Mathias Bocabeille,
Matthieu Crocq, Paul Falzon-Monferran,
Eunice Mangado, Anne-Sophie Morel, Christophe Paris, Elise Renaudin, Tanguy Tollet

Édition et maquette

Anne-Sophie Morel

Magalie Berenguer (pages locales)

Impression

Centr'imprim
36100 Issoudun

Dépôt légal à parution
ISSN 1765-4408